
Étude des crédits 2014-2015

Demandes de renseignements **généraux**
de l'**opposition officielle**

Condition féminine

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

NOTE :

Cette demande de « renseignements généraux » s'adresse à tous les ministères et autres organismes tels les offices, régies, sociétés, conseils, secrétariats, commissions, agences régionales de développement des réseaux locaux de services de santé et de services sociaux, et commissions scolaires.

1. Liste des voyages **hors Québec** pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :
 - a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - a. les détails de ces ententes;
 - b. les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant.

2. Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère **au Québec** par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et dirigeants d'organismes pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014:
 - a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - b) les coûts ventilés;
 - c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
 - d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015;
- b) les noms des firmes de publicité;
- c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;

Par une firme externe :

- d) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;
- g) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- h) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- i) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc..

5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but recherché par chaque dépense.

Organisée par une firme externe :

- c) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- d) le nom de la ou des firmes de publicité;
- e) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- f) les noms des fournisseurs ou des consultants;
- g) le but visé par chaque dépense.

6. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but visé par chaque dépense.

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

8. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;

- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
- 9.** Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :
- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) les motifs de la demande;
 - f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
- 10.** Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- 11.** Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.
- 12.** Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;

- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
- k) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) le distributeur d'eau de source;
- e) le remboursement des frais de transport;
- f) le remboursement des frais d'hébergement;
- g) le remboursement des frais de repas;
- h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

14. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables.

15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation):

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

16. Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :

- a) le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et en 2013-2014;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et 2015-2016 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;

- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) le coût d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription pour chacun des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués.

19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2013-2014 et pour 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

20. Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2014-2015.

23. Pour chaque ministère et organismes, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2013-2014.

24. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

- 25.** Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement :
- a) coût de chacun;
 - b) le fournisseur;
 - c) la nature du service;
 - d) les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison;
 - e) la réservation de loges;
 - f) les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
- 26.** Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site.
- 27.** Nominations, depuis le 1er avril 2013, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:
- a) la liste;
 - b) les mandats;
 - c) les contrats octroyés pour chaque mandat;
 - d) le résultat du travail effectué;
 - e) les échéances prévues;
 - f) les sommes impliquées.
- 28.** Pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
- 29.** Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 :
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;

- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.

30. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

31. La liste des ententes et leur nature, signées en 2013-2014 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

32. Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.

33. Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2014-2015.

34. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2013-2014 et les prévisions 2014-2015.

35. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2012-2013 et en 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de

façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

- 36.** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
- 37.** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.
- 38.** Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2013-2014 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
- 39.** Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée?
 - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
 - b) fournir la liste des salaires versés à chaque personne.
- 40.** Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement?
 - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
 - b) fournir la liste des salaires versés à chaque personne.
- 41.** La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
- 42.** Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts

additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

43. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

44. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

45. Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1er avril 2005 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-01

Titre :

Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- e) les noms des ministres, des députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant.

Exposé et statistiques :

Les informations pour l'année financière 2013-2014 sont fournies dans les tableaux ci-joints.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction de la comptabilité et des contrôles financiers

DATE : 6 juin 2014

LISTE DES MISSIONS INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES DU 1^{er} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014

Date de départ Date de retour	Objectif de la mission	Nom Direction	Ville Province/Pays	Coût
2013-06-17 2013-06-20	Participation à la 31e réunion fédérale, provinciale et territoriale (FPT) annuelle des ministres responsables de la Condition féminine et réunion des hauts et hautes fonctionnaires responsables de la Condition féminine	Johanne Dumont SCF	Morell, Île-du-Prince-Édouard, Canada	1 838,79 \$
Note :				
2013-06-17 2013-06-20	Participation à la 31e réunion fédérale, provinciale et territoriale (FPT) annuelle des ministres responsables de la Condition féminine et réunion des hauts et hautes fonctionnaires responsables de la Condition féminine	Christiane Lussier SCF	Morell, Île-du-Prince-Édouard, Canada	1 290,80 \$
Note :				
2013-10-07 2013-10-08	Participation à la réunion fédérale, provinciale et territoriale des hautes et hauts fonctionnaires responsables de la condition féminine	Johanne Dumont SCF	Ottawa Ontario, Canada	906,86 \$
Note :				
2013-10-07 2013-10-08	Participation à la réunion fédérale, provinciale et territoriale des hautes et hauts fonctionnaires responsables de la condition féminine	Christiane Lussier SCF	Ottawa Ontario, Canada	724,98 \$
Note :				

RG-01-Annexe 01		Ministère l’Emploi et de la Solidarité sociale		
LISTE DES MISSIONS INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES DU 1 ^{er} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014				
Date de départ Date de retour	Objectif de la mission	Nom Direction	Ville Province/Pays	Coût
2013-07-27 2013-08-02	Collaboration avec le ministère de la Condition féminine et du Droit des femmes dans la finalisation de la politique d’égalité entre les sexes.	Marcelle Gendreau SCF	Port-au-Prince Haïti	0,00 \$
Note : Tous les frais sont couverts par l’Agence canadienne de développement international				
2013-10-26 2013-11-05	Participation à l’élaboration de la première version de l'outil de formation en analyse différenciée selon les sexes et le tester auprès de quelques ministères.	Marcelle Gendreau SCF	Port-au-Prince Haïti	0,00 \$
	Promotion de l’intégration systématique de l’approche genre dans les différentes sphères d’activités des fonctionnaires publics.			
Note : Tous les frais sont assumés par l’École nationale d’administration publique				
2014-03-08 2014-03-12	Participation à la 58 ^e session de la Commission de la condition de la femme au siège des Nations Unies	Johanne Dumont SCF	New-York, États-Unis	1 868,30 \$
Note :				
2014-03-08 2014-03-12	Participation à la 58 ^e session de la Commission de la condition de la femme au siège des Nations Unies	Christiane Lussier SCF	New-York, États-Unis	1 926,72 \$
Note :				

VALIDATION : DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ ET DES CONTRÔLES FINANCIERS
 DATE : 4 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-02

Titre :

Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère au Québec par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Exposé et statistiques :

Aucun voyage effectué au Québec en avion ou en hélicoptère.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 6 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-03

Titre :

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) les noms des firmes de publicité;
- c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Exposé et statistiques :

Les informations pour l'année financière 2013-2014 sont fournies en annexe.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION : DGARF-DBCPI

DATE : 6 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-03

Fournisseurs	Objet	Montant
Services professionnels		
Francine Gagnon	Rédaction des textes de présentation des projets finalistes pour le cahier souvenir dans le cadre du Prix Égalité 2014	1 650 \$
Renée Bédard	Révision linguistique du cahier souvenir dans le cadre du Prix Égalité 2014	20 \$
CSPQ	Placement média dans le cadre du Prix Égalité 2013	225 \$
CSPQ	Placement média pour la promotion du vote en ligne dans le cadre du concours L'égalité à l'œuvre	20 418,01 \$
Renée Bédard	Révision linguistique de la brochure dans le cadre du Forum sur l'hypersexualisation de Laval	240 \$
Renée Bédard	Révision linguistique de la brochure dans le cadre du Forum sur l'hypersexualisation de la Capitale-Nationale	140 \$
CSPQ	Placement média dans le cadre du Prix Égalité 2014	16 173,77 \$
Services d'édition Guy Connolly	Traduction en 8 langues du guide À parts égales, à part entière	13 720 \$
Mac Design	Mise en page du bilan de l'an 2 de La Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée	275 \$
Denis Cloutier	Photographe dans le cadre du Forum sur l'hypersexualisation de Laval	280 \$
Louis Leblanc Photomédia	Photographies dans le cadre du Prix Égalité 2014	956,25 \$
Matériels promotionnels		
Les Impressions Bourg-Royal	Stratégie d'action de la Table des partenaires influents	441 \$
Imprimerie Provinciale	74 500 brochures Violence conjugale	12 237 \$
Les Impressions Bourg-Royal	Brochures La Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée	256 \$
Média Systems	Parapost et support métallique au visuel de la Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée	335 \$
Transcontinental	Pochette, brochure Les livres et les jouets ont-ils un sexe?	14 235 \$
Les Impressions Bourg-Royal	Brochures Forum sur l'hypersexualisation de Laval	296 \$
Asystel	Affiche Égalité à l'œuvre	189 \$
Les Impressions Bourg-Royal	Brochures Forum sur l'hypersexualisation de Québec	368 \$
Festival Mode & Design	Publicité et programme dans le cadre du défilé sur la diversité corporelle	250 \$
Compo-Orléans	Impression d'un panneau de La Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée	160 \$
K2 impression	Impression des affiches en violence conjugale	995 \$
Numeriqca	Affiches pour le Forum sur l'hypersexualisation de Laval	52,80 \$
Numeriqca	Affiches pour le Forum sur l'hypersexualisation de la Capitale-Nationale	45 \$
Asystel	Parapost dans le cadre du concours L'égalité à l'œuvre	182 \$
CD Impact	Gravure CD, impression d'un livret accompagnant le CD dans le cadre du concours L'égalité à l'œuvre	624,25 \$

Imprimerie Transcontinental	Impression de 20 500 guides À parts égales, à part entière	12 800 \$
Imprimerie Sociale	Réimpression de la brochure en agressions sexuelles	884 \$
Imprimerie Transcontinental	Réimpression du Guide d'information à l'intention des victimes d'agressions sexuelles	20 000 \$
Impression Bourg-Royal	Impression de brochures pour le Forum sur l'hypersexualisation de Laval	296 \$
Impression Bourg-Royal	Impression de brochures pour le Forum sur l'hypersexualisation de la Capitale-Nationale	368 \$
Compo-Orléans	Affiche lutrin du Secrétariat à la condition féminine	75 \$

Commandites

YWCA de Québec	Gala femmes de mérite 2013	9 000 \$
Concours québécois en entrepreneuriat	15e édition du Gala des Grands Prix Desjardins	9 000 \$
Réseau des femmes d'affaires du Québec	Prix Femmes d'affaires du Québec	5 000 \$
Melow Design	Melow, saine et diversifiée!	1 000 \$
Fédération québécoise des municipalités	Assises annuelles 2013 de la Fédération des municipalités	5 000 \$
Fédération des agricultrices du Québec	Gala Saturne 2013	3 000 \$
Femme en affaires de la Capitale-Nationale	Concours en entrepreneuriat féminin « Découvrez l'entrepreneur en vous »	3 000 \$

Internet

Réseau Internet Québec	Gestion de 7 noms de domaine pour la Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée et renouvellement	425 \$
------------------------	---	--------

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-04

Titre :

Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement.

Par une firme externe :

- d) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;
- g) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- h) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- i) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.

Exposé et statistiques :

Événement	But visé	Fournisseur
Défilé pour la diversité corporelle dans le cadre du Festival Mode et Design	Promouvoir une image corporelle saine et diversifiée.	Festival Mode et Design
Concours L’égalité à l’œuvre 2 ^e édition	Le concours « L'égalité à l'œuvre » vise à marier l’art et la promotion de l’égalité entre les femmes et les hommes.	Cinémathèque Québécoise Christian Blais
Concours L’égalité à l’œuvre 3 ^e édition	Marier l’art et la promotion de l’égalité entre les femmes et les hommes.	Production J Pierre Fortier Manon Monastesse CSPQ Asystel Productions Richard Aubé
Prix Égalité 2014	Récompenser des projets réalisés par des organismes publics, parapublics, privés ou communautaires qui favorisent l’égalité entre les femmes et les hommes au Québec.	Productions Richard Aubé Le Capitole de Québec Francine Gagnon Impression Bourg-Royal Renée Bédard Direct Info CSPQ Louise Leblanc Photomédia Pontbriand QVC Inscript

Rendez-vous des Conférences régionales des élus sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans le développement régional	Favoriser l'échange d'information sur les pratiques gagnantes réalisées à l'échelle nationale, régionale et locale en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
Forum sur l'hypersexualisation de Laval	Approfondir la réflexion du gouvernement du Québec sur la problématique de l'hypersexualisation des filles.	Guylaine Demers Geneviève Labelle Francine Descaries Francine Duquet Sophie Morin Ariane Émond Numricqa Impression Bourg-Royal Restaurant le Ste-Rose Denis Cloutier Renée Bédard CSPQ
Forum sur l'hypersexualisation de la Capitale-Nationale	Approfondir la réflexion du gouvernement du Québec sur la problématique de l'hypersexualisation des filles.	Françoise Guénette Francine Descaries Geneviève Quinty Jocelyne Robert Guylaine Demers Renée Bédard Numeriqca Impressions BourgRoyal Patro Roc-Amadour CSPQ YWCA de Québec
DÉPENSES TOTALES EN 2013-2014 : 168 256,38 \$		

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION : DGARF-DBCAP
DATE : 4 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-05

Titre :

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisés par le ministère ou l'organisme :

a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;

b) le but recherché par chaque dépense;

Organisés par une firme externe :

c) dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;

d) le nom de la ou des firmes de publicité;

e) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

f) le nom des fournisseurs ou des consultants;

g) le but visé par chaque dépense.

Exposé et statistiques :

Aucune dépense en formation de communication pour la période concernée.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 6 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-06

Titre :

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but visé par chaque dépense.

Exposé et statistiques :

Aucune formation de communication n'a été organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 4 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG 7

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût total, y compris les avenants et/ou supplément;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques :

Les informations pour l'année financière 2013-2014 sont fournies dans les tableaux ci-joints.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 6 juin 2014

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Titre : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'attribution (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)
de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2013-2014**

Nom firme ou entreprise	Objet	Montant du contrat
Aldoma	Offrir un soutien technique, dans le cadre des travaux du Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle.	5 500,00 \$
Aldoma	Offrir un soutien technique, dans le cadre des travaux du Comité interministériel sur l'exploitation sexuelle ainsi que dans le cadre des travaux du Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle.	15 000,00 \$
Allard, Marc-André	Réalisation des activités et des documents nécessaires à la production des biens livrables tels que le bilan des interventions gouvernementales en matière d'agression sexuelle pour la période de 2008 à 2013, l'élaboration du prochain plan d'action en agressions sexuelles et la revue des événements et des représentations internationales en matière de violence conjugale.	30 000,00 \$
Beauchemin, Geneviève	Effectuer le recensement auprès des responsables des ententes régionales en égalité, des projets les plus porteurs dans le but d'alimenter une cartographie interactive des projets régionaux en égalité.	3 200,00 \$
Beaulieu, Nadine	Participer aux rencontres du comité de travail pour la promotion de rapports égalitaires en milieu scolaire. Valider les contenus des divers thèmes retenus pour l'outil. Contribuer à la recherche des activités pour renforcer le contenu de l'outil.	3 000,00 \$
Le centre de liaison sur l'intervention et la prévention psychosociales	Effectuer le répertoire et l'analyse des sites web en lien avec la violence faite aux femmes.	15 000,00 \$
Côté, Mélanie	Colliger les activités de la Journée internationale des femmes du 8 mars dans un tableau compilant les activités nationales et quelques activités régionales majeures. Réaliser une liste des anniversaires à venir en 2014 et 2015 des principaux organismes en condition féminine. Produire un tableau synthèse des projets réalisés dans le cadre des ententes régionales en égalité 2011-2015 pour l'an 1 et l'an 2.	5 000,00 \$
Descarries, Francine	Collaborer, à titre d'experte en matière de stéréotypes, à l'élaboration du contenu d'un outil destiné aux parents visant à les sensibiliser aux stéréotypes sexuels.	3 000,00 \$
Émond, Ariane	Animer la rencontre élargie de la Table des partenaires Femmes et politique municipale du 25 mars 2014 et le Rendez-vous national des régions le 26 mars 2014.	3 000,00 \$
Émond, Ariane	Animer des Forums sur l'hypersexualisation dans différentes régions du Québec.	5 000,00 \$

Festival mode et desing	Organiser un défilé pour la diversité corporelle dans le cadre du Festival de mode et design de Montréal 2013 avec quinze jeunes mannequins, assurer le suivi technique de l'événement, produire des photos et une vidéo de l'événement qui serviront de promotion pour le dossier de la <i>Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée</i> ainsi que de faire la promouvoir le défilé de mode.	15 000,00 \$
Fortier, Pierre	Siéger sur le jury du concours « L'égalité à l'œuvre ». Évaluer les œuvres soumises au concours, participer à la rencontre de délibération du jury, déterminer les trois chansons finalistes, être présent à la remise des prix à Québec, le 12 mars 2014.	2 000,00 \$
Fortin-Pellerin, Laurence	Assurer en collaboration avec le Secrétariat à la condition féminine et le comité sur les services de garde éducatifs, le développement d'un outil visant la sensibilisation des parents d'enfants du préscolaire, du primaire et du secondaire aux rapports égalitaires.	3 000,00 \$
Gagnon, Francine	Rédiger les 18 textes de présentation des projets finalistes pour le cahier souvenir dans le cadre du Prix égalité 2014.	2 500,00 \$
Gélinas, Karine	Rédiger un guide afin de pouvoir présenter aux municipalités les différentes étapes à franchir pour élaborer une politique d'égalité sur leur territoire.	4 000,00 \$
Guenette, Françoise	Animer le <i>Forum sur l'hypersexualisation</i> qui se tiendra à Québec le 28 février 2014.	1 250,00 \$
Jérôme-Forget, Monique	Coprésider la Table des partenaires influents (Table) afin de poursuivre les travaux en mettant en œuvre les mesures de la stratégie d'action proposée par les membres.	5 000,00 \$
La fondation pour enfants Lory	Élaborer des outils visant la promotion de la santé mentale positive et physique s'adressant aux enfants de 0 à 7 ans, aux parents, aux enseignants et aux intervenants de la petite enfance.	14 000,00 \$
Locat, Chantal	Élaborer une grille pour l'identification et la classification d'activités pédagogiques qui sera utilisée par la suite, pour transposer les résultats du recensement fait au Québec sur les activités pédagogiques pour les élèves du primaire et du secondaire en lien avec les thèmes de l'outil destiné à son personnel.	17 500,00 \$
Locat, Chantal	Développer deux thématiques dans le cadre de la mesure 3, <i>Outils visant la sensibilisation aux stéréotypes du personnel des écoles primaires et secondaires</i> .	4 000,00 \$
Monastesse, Manon	Siéger sur le jury du concours « L'égalité à l'œuvre », évaluer les œuvres soumises au concours, participer à la rencontre de délibération du jury, déterminer les trois chansons finalistes, être présente à la remise des prix à Québec, le 12 mars 2014.	2 000,00 \$
Morin-Regaudie, Faye	Participer à la mise en œuvre de la mesure 100 du Plan d'action gouvernemental 2011-2015, qui vise la prise en compte de l'égalité dans les structures régionales.	10 000,00 \$
Paquin, Magali	Recenser les outils développés dans les régions en lien avec les stéréotypes sexuels, identifier ceux qui semblent les plus prometteurs selon certains critères et déposer les fiches de présentation et de classification des outils retenus par région.	8 580,00 \$
Plante, Isabelle	Collaborer, à titre d'experte en matière de stéréotypes, à l'élaboration du contenu d'un outil destiné aux parents visant à les sensibiliser aux stéréotypes sexuels.	3 000,00 \$
Productions J	Agir à titre de porte-parole dans le cadre de la troisième édition du concours « L'égalité à l'œuvre ».	5 000,00 \$
Productions Richard Aubé	Réaliser le tournage ainsi que la création de trois clips pour les finalistes du troisième concours L'égalité à l'œuvre.	5 060,00 \$

QVC-Inscript	Effectuer la gestion des inscriptions au rendez-vous national des régions et à la rencontre post-mortem des élections municipales.	14 300,00 \$
Robert, Jocelyne	Agir à titre de conférencière au Forum sur l'hypersexualisation à Québec le 28 février 2014.	1 200,00 \$
Service d'édition Guy Connolly	Effectuer la traduction de la mise à jour du guide <i>À parts égales, à part entière – L'égalité entre les femmes et les hommes au Québec</i> .	15 000,00 \$
SOCAM Inc.	Assurer la traduction français-anglais lors de la visioconférence du 4 février 2014 du Comité interministériel sur l'exploitation sexuelle auprès d'organismes du Nunavik et d'Eeyou Istchee directement concernés par l'exploitation sexuelle.	2 257,50 \$
Université de Montréal	Réalisation d'une synthèse des connaissances relatives aux violences faites aux femmes.	29 163,00 \$
Vincent, Carole	Réalisation d'une étude de faisabilité de l'évaluation de la <i>mini-trousse Ella Laflamme</i> conçue pour lutter contre la persistance des stéréotypes de genre dans la formation des intérêts vocationnels des élèves du primaire.	40 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-08

<p>Titre :</p> <p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) La liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions;b) la grille d'évaluation des soumissions;c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

<p>Exposé et statistiques :</p> <p>Aucun appel d’offres public n’a été fait en 2013-2014.</p>
--

SOURCE : **Secrétariat à la condition féminine**
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : **4 juin 2014**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-09

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Exposé et statistiques :

Aucun contrat octroyé pendant l'année financière 2013-2014 n'a fait l'objet d'une autorisation en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 4 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-10

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques :

Veuillez référer à la réponse de la question 7 des renseignements généraux.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 4 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-11

Titre :

Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du Ministère.

Exposé et statistiques :

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 6 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-12

Titre :

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet (incluant les sous-traitants), les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour.
- j) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
- k) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

Exposé :

Aucun projet informatique n'est sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 4 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 13

Titre :

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) le distributeur d'eau de source
- e) le remboursement des frais de transport;
- f) le remboursement des frais d'hébergement;
- g) le remboursement des frais de repas;
- h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec
 - b) à l'extérieur du Québec

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Secrétariat à la condition féminine

La photocopie : 2013-2014 : 2 715,37 \$

Le mobilier et l'ameublement de bureau : 2013-2014 : 0 \$

Le remboursement des frais de transport d'hébergement et de repas :
2013-2014 : 68 671,69 \$

Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes : 2013-2014 : 2 240 \$

L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :

a) au Québec : 2013-2014 : 13 456,46 \$

b) à l'extérieur du Québec : 2013-2014 : 0 \$

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 4 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 14

Titre :

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires, (« BlackBerry », Iphone ou autre type de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisés (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) le nom des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables.

Exposé :

Le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », Iphone ou autres types de téléphones intelligents utilisés :

Cellulaires, Blackberry iPhone, iPad et carte modem : 13 dont 3 cellulaires, 8 BlackBerry ou iPhone, un iPad et une carte modem selon le rapport de février 2014 de facturation ICAFI du CSPQ

Les coûts d'acquisition des appareils :

535,25 \$

Le coût d'utilisation des appareils :

5 261,28 \$ selon les rapports de facturation ICAFI du CSPQ.

Le nom des fournisseurs :

Rogers
Bell

Le coût des contrats téléphoniques :

Rogers 9,75 \$ et Bell 18,75\$ \$ par mois / Cellulaire
Rogers 29,75 \$ et Bell 46,75 \$ par mois / BlackBerry
Rogers 20,00 \$ et Bell 28,00 \$ par mois / Tablette électronique et carte modem

Les ordinateurs portables :

0,00 \$

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction des ressources matérielles
DATE : 6 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-15

Titre
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions 2014-2015 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le Réseau de l'éducation) :
a-b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);
c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
e) le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
i) le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
j) l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

a-b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Les prévisions pour 2014-2015 ne sont pas disponibles. Les données présentées sont celles de l'année 2013-2014. Les pourcentages présentés sont établis en comparant les données de l'**effectif régulier** par rapport à l'**effectif régulier total en place** soit **23** personnes pour 2013-2014.

La catégorie d'emploi « fonctionnaires » inclut les techniciens, les employés de soutien et les ouvriers.

Répartition par catégorie d'emplois, sexe et groupe d'âge

Personnel d'encadrement						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
Moins de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	0	0,0	3	13	3	13
TOTAL	0	0,0	3	13	3	13

Professionnels						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
Moins de 35 ans	1	4.3	7	30.5	8	34.8
35 ans et plus	0	0.0	8	34.8	8	34.8
TOTAL	1	4.4	15	65.2	16	69.6

Fonctionnaires						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
Moins de 35 ans	1	4.4	0	0	1	4.4
35 ans et plus	0	0,0	3	13.0	3	13.0
TOTAL	1	4.4	3	13.0	4	17.4

TOTAL						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
Moins de 35 ans	2	8.7	7	30.4	9	39.1
35 ans et plus	0	0.0	14	60.9	14	60.9
TOTAL	2	8.7	21	91.3	23	100,0

Répartition de membres de groupes cibles par catégorie d’emplois et groupe d’âge

Personnel d’encadrement					
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles	Total
Moins de 35 ans	0	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0

Professionnels					
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles	Total
Moins de 35 ans	0	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0

Fonctionnaires					
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles	Total
Moins de 35 ans	0	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0

TOTAL								
Groupes d'âge	Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Moins de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
TOTAL	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0

Les données pour les questions c à g concernent le personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique.

c) **Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.**

Pour 2013-2014, cette information n’est pas disponible, puisque les listes d’information du SAGIP n’ont pas été produites à ce jour, aux ministères et organismes.

d) **Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus.**

Cette question n’est pas pertinente à l’étude des crédits.

e) **Le nombre total d’heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires.**

Pour 2013-2014, cette information n’est pas disponible, puisque les listes d’information du SAGIP n’ont pas été produites à ce jour, aux ministères et organismes.

f) **Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.**

Le nombre de jours de vacances fait référence à l’utilisation du code d’absence 110.

Pour 2013-2014, cette information n’est pas disponible, puisque les listes d’information du SAGIP n’ont pas été produites à ce jour, aux ministères et organismes.

g) **Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus.**

Cette question n’est pas pertinente à l’étude des crédits.

h) **Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.**

Cette question n’est pas pertinente à l’étude des crédits.

i) **Le nombre et la répartition par catégories d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une rémunération du ministère ou d’un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d’un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l’éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.**

En ce qui a trait à l’information recherchée concernant la liste du personnel, par catégories d’emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d’un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l’article 54 de la Loi sur l’accès. Le paragraphe 1° de l’article 53 ainsi que le premier alinéa de l’article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l’amalgame des renseignements recherchés n’a pas un caractère public conformément à l’article 57 de la Loi sur l’accès.

j) **L’évolution des effectifs réguliers par catégories d’emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).**

Regroupement par unité administrative	2013-2014			
	Personnel d’encadrement	Professionnels	Fonctionnaires	Total
Bureau de la sous-ministre adjointe	1	4	1	6
Direction de la coordination et de l’administration	1	6	2	9
Direction de la régionalisation	1	6	1	8
Total	3	16	4	23

Région administrative de travail	2013-2014			
	Personnel d’encadrement	Professionnels	Fonctionnaires	Total
Capitale-Nationale	3	14	4	21
Montréal	0	2	0	2
Total	3	16	4	23

k) L'évolution du nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir (expert et émérite).

PÉRIODE	CATÉGORIES D'EMPLOI	TOTAL
Au 31 mars 2014	Professionnels	5

l) Le nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

PÉRIODE	PERSONNEL D'ENCADREMENT	PROFESSIONNELS	FONCTIONNAIRES	TOTAL
Au 31 mars 2014	0	0	0	0

m) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (effectif total autorisé).

Au 1^{er} avril 2014 : 23

La ventilation par catégorie d'emploi et par territoire de travail n'est pas disponible.

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE :

Secrétariat à la condition féminine

Direction de la comptabilité et des contrôles financiers
6 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-16

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :

- a) le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et 2013-2014 et les indemnités de retraites qui seront versées;
- b) nombre de remplacements effectués en application du plus récent plan de gestion des ressources humaines;
- c) nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et 2015-2016 et les indemnités de retraites qui seront versées;
- d) nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Exposé et statistiques :

a) Le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et les indemnités de retraites qui seront versées

Catégorie d'emploi	Personnel d'encadrement	Professionnel	Fonctionnaire	Total
Total	0	0	0	0

Source : SAGIP (effectif en place au 31mars 2014).

b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent plan de gestion des ressources humaines

Le Secrétariat à la condition féminine ne dénombre aucun départ à la retraite en 2013-2014. Le Ministère a autorisé le remplacement d'un employé.

c) Le nombre de départs à la retraite anticipés pour 2014-2015.

Catégorie d'emploi	Prévisions 2014-2015
Personnel d'encadrement	0
Professionnel	1
Fonctionnaire	0
Total	1

Pour 2014-2015, le Secrétariat à la condition féminine prévoit un départ à la retraite.

d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Au cours de l'année 2013-2014, le Secrétariat à la condition féminine a engagé une retraitée de la fonction publique, pour un contrat de 11 semaines.

Données extraites du SAGIP (effectif en place au 31 mars 2014).

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 6 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 17

Titre :

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l’emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d’aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Exposé :

Emplacement et propriétaires	Superficie	Coûts	Durée du bail
905, avenue Honoré-Mercier, 3 ^e étage, Québec (Québec) Dundee Realty Management	740,03	153 000,36 \$	20 ans
800, rue du Square-Victoria, 25 ^e étage, Montréal (Québec) Complexe Place Victoria Inc.	95,80	31 681,44 \$	11 ans

Les coûts d’aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2013 ;

- **5 993,03 \$** : Réfection des salles de bains et mise aux normes d'accessibilité pour personnes handicapées au 905, avenue Honoré-Mercier, 3^e étage, Québec
- **23 576,44 \$** : Travaux d’aménagement au 800, Place Square-Victoria, 25^e étage, Montréal.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION : DGARF-DBCAP
DATE : 6 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-18

Titre :

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les coûts de déménagement, d'aménagement de rénovation et autres travaux effectués.

Exposé et statistiques

Cette question ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

SOURCE : **Secrétariat à la condition féminine**
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : **6 juin 2014**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-19

Titre :

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2013-2014 et pour 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 6 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-20

Titre

Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistique

a) Ministre

Les informations pour la période 2013-2014 sont jointes à la présente :

- M^{me} Agnès Maltais

Annexe A

40 000 \$

b) Ministère

En 2013-2014, aucun budget discrétionnaire n'a été prévu au ministère, de sorte qu'aucune subvention n'a été versée à ce titre.

SOURCE : Direction de la comptabilité et des contrôles financiers
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 6 juin 2014

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{er} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
SECRÉTARIAT A LA CONDITION FÉMININE
(MADAME AGNÈS MALTAIS)

ORGANISME	DATE DE FACTURE (note 1)	DATE DE PAIEMENT (note 1)	MONTANT
Carrefour Jeunesse Emploi de la Capitale Nationale 265A, rue de la Couronne Québec (Québec) G1K 6E1	2013-04-04	2013-04-17	500,00 \$
Maison Marie-Rollet C.P. 20004, succursale Belvédère Québec (Québec) G1S 4Z2	2013-05-22	2013-05-23	250,00 \$
Réseau des femmes d'affaires du Québec - Région de Québec 452, boulevard René-Lévesque Ouest Québec (Québec) G1S 1S4	2013-05-31	2013-06-04	1 000,00 \$
Toxique Trottoir 5350, rue Lafond Montréal (Québec) H1X 2X2	2013-05-31	2013-06-04	1 000,00 \$
Nourri-Source Laval 1420, boulevard Pie-X Laval (Québec) H7V 3C1	2013-06-13	2013-06-14	1 000,00 \$
Centre de F.A.M. des Moulins 502, rue Langlois Terrebonne (Québec) J6W 4C3	2013-07-09	2013-07-11	2 000,00 \$
Fabrique de la paroisse de Saint-Vallier, La 664, Route 132 Saint-Vallier (Québec) G0R 4J0	2013-07-09	2013-07-11	2 000,00 \$
Réseau femmes et politique municipale de la Capitale-Nationale 840, rue Raoul-Jobin, bureau 350 Québec (Québec) G1N 1S7	2013-07-09	2013-07-11	2 000,00 \$
Fondation des maladies du coeur et de l'AVC du Canada 261-4715, avenue des Replats Québec (Québec) G2J 1B8	2013-09-04	2013-09-05	1 000,00 \$
Centre des femmes l'Héritage 9-121, Petite Rivière Louiseville (Québec) J5V 2H3	2013-09-17	2013-09-18	500,00 \$
Maison des femmes des Bois-Francs, La 19, rue de Courval Victoriaville (Québec) G6P 4W2	2013-09-17	2013-09-18	1 000,00 \$
Génération Nationale 4695, rue Rivard Montréal (Québec) H2J 2N5	2013-09-26	2013-09-28	500,00 \$
Centre Louise-Amélie inc., Le C.P. 6001 Sainte-Anne-des-Monts (Québec) G4V 2Y3	2013-09-27	2013-10-01	1 000,00 \$

Note 1 : La date de facture correspond à la date de la demande de paiement et la date du paiement correspond à la date du chèque

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{er} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
SECRÉTARIAT A LA CONDITION FÉMININE
(MADAME AGNÈS MALTAIS)

ORGANISME	DATE DE FACTURE (note 1)	DATE DE PAIEMENT (note 1)	MONTANT
Fondation Jonction pour Elle C.P. 506 Lévis (Québec) G6V 7E2	2013-09-26	2013-10-04	500,00 \$
Centre Aide & Lutte Agressions Caractère Sexuel Estrie (CALACS) C.P. 1594, succ. place de la Cité Sherbrooke (Québec) J1H 5M4	2013-10-25	2013-10-26	500,00 \$
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle 7105, rue Saint-Hubert, bureau 300 Montréal (Québec) H2S 2N1	2013-10-25	2013-10-26	2 000,00 \$
Association des femmes diplômées des universités Québec Bureau 1184 Pavillon Lacerte Cité Universitaire Sainte-Foy (Québec) G1K 7P4	2013-11-11	2013-11-13	1 500,00 \$
Centre-Femmes d'Aujourd'Hui 1008, rue Mainguy Québec (Québec) G1V 3S6	2013-11-11	2013-11-13	1 000,00 \$
Forum des Citoyens Aînés de Montréal 6830, avenue du Parc, bureau 556 Montréal (Québec) H3N 1W7	2013-11-11	2013-11-13	500,00 \$
Maison pour Femmes Immigrantes C.P. 9846 Québec (Québec) G1V 4C3	2013-11-11	2013-11-13	500,00 \$
Maison Richelieu Hébergement Jeunesse Sainte-Foy inc. 2808, chemin des Quatre-Bourgeois Quebec (Québec) G1V 1X7	2013-11-11	2013-11-13	500,00 \$
Résidence le Portail 1240, route de Fossambault Nord St-Augustin de Desmaures (Québec) G3A 1W8	2013-11-11	2013-11-13	2 500,00 \$
Éditions du remue-ménage, Les 110, rue Sainte-Thérèse, bureau 501 Montréal (Québec) H2Y 1E6	2013-11-21	2013-11-22	1 000,00 \$
Association québécoise plaidoyer-victimes Bureau 201 4305, rue D'Iberville Montréal (Québec) H2H 2L5	2013-09-09	2014-01-15	2 000,00 \$
Cyclo-Mauricie 2795, 1re Avenue Shawinigan-Sud (Québec) G9P 1C3	2013-09-09	2014-01-15	1 000,00 \$
Débrouille inc., La C.P. 1477, succursale A Rimouski (Québec) G5L 8M3	2013-09-20	2014-01-15	2 000,00 \$

Note 1 : La date de facture correspond à la date de la demande de paiement et la date du paiement correspond à la date du chèque

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{er} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014
SECRÉTARIAT A LA CONDITION FÉMININE
(MADAME AGNÈS MALTAIS)

ORGANISME	DATE DE FACTURE (note 1)	DATE DE PAIEMENT (note 1)	MONTANT
Arrimage Estrie 6, rue Wellington Sud, bureau 204 Sherbrooke (Québec) J1H 5C7	2014-01-31	2014-02-01	800,00 \$
Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS) 116, rue Beaudoin Lyster (Québec) G0S 1V0	2014-01-31	2014-02-01	500,00 \$
Comité d'Aide aux Femmes Sourdes de Québec 6780, 1re Avenue, bureau 340 Québec (Québec) G1H 2W6	2014-01-31	2014-02-01	1 000,00 \$
Passerelle de Weedon inc., La 209, rue des Érables Weedon (Québec) J0B 3J0	2014-01-31	2014-02-01	1 000,00 \$
Signée Femmes, le Centre de Femmes 383, rue Labelle Nord Rivière-Rouge (Québec) J0T 1T0	2014-01-31	2014-02-01	1 000,00 \$
Supportons-Lait 276, 4e Rang Ouest New Richmond (Québec) G0C 2B0	2014-01-31	2014-02-01	500,00 \$
Académie de gymnastique de Québec inc., L' 2300, boulevard Père-Lelièvre, C.P. 56016 Québec (Québec) G1P 4P7	2014-02-17	2014-02-19	500,00 \$
Cercle de fermières de Saint-Pierre-Baptiste 1000, rue Principale Saint-Pierre-Baptiste (Québec) G0P 1K0	2014-02-17	2014-02-19	500,00 \$
Club de soccer Fabrose inc. 725, Montée Montrougeau Laval (Québec) H7P 3M1	2014-02-18	2014-02-19	2 000,00 \$
fête au village et rencontre des cultures, La 9041, rue Pierre-de-Coubertin Montréal (Québec) H1L 2H2	2014-02-17	2014-02-19	200,00 \$
Fortin-Brochu, Ariane (athlète) 2279, chemin des Alouettes Saint-Nicolas (Québec) G7A 4V2	2014-02-17	2014-02-19	250,00 \$
Association de fibromyalgie région de Québec 245, rue Soumande, bureau 282 Québec (Québec) G1M 3H6	2014-02-25	2014-02-28	500,00 \$
Pour les droits des femmes du Québec - PDF Québec C.P. 32257, BP Waverly Montréal (Québec) H3L 3X1	2014-02-26	2014-02-28	2 000,00 \$
TOTAL			<u>40 000,00 \$</u>

Note 1 : La date de facture correspond à la date de la demande de paiement et la date du paiement correspond à la date du chèque

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-21

Titre :

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques :

Le Secrétariat à la condition féminine ne compte aucun membre du personnel hors structure.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 4 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-22

Titre :

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de mise en disponibilité;
- les prévisions 2014-2015.

Exposé :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 4 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-23

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2013-2014.

Exposé et statistiques :

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 4 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-24

Titre :

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques :

Le Secrétariat à la condition féminine ne rémunère aucun effectif affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 4 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG 25

Titre :

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison;
- e) la réservation de loges;
- f) les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre;

Exposé :

Voir annexe

Total pour l'année 2013-2014

931,40 \$

Ce montant comprend seulement des abonnements à des revues et journaux. Il est à noter que nous n'avons pas de dépenses liées aux billets de saison, ni de participation à des clubs privés.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

Direction de la comptabilité et des contrôles financiers

VALIDATION:

DATE :

6 juin 2014

LISTE DES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES ET AUX PUBLICATIONS

Secrétariat à la condition féminine

ANNÉE 2013-2014

Nombre	Titre	Éditeur/ Fournisseur	Coût Total
1	Clin D'Oeil	Clin D'Œil	15,45 \$
1	Le Devoir	Le Devoir inc.	252,75 \$
1	Le Journal de Québec	Messageries Dynamiques	171,08 \$
1	La Presse	La Presse	245,44 \$
1	Le Soleil	Le Soleil	246,68 \$
5			931,40 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-26

Titre :

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site web;
- b) le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons de changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hit »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

Exposé et statistiques :

Site du Secrétariat à la condition féminine

(www.scf.gouv.qc.ca)

La version actuelle du site a été mise en ligne en 2007 à la suite du transfert du Secrétariat à la condition féminine au ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine

Nom de la ou des personnes qui ont conçu le site actuel

Le site a été développé par le Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine en collaboration avec DMR.

Coût de construction du site actuel

Nul pour 2013-2014. Les améliorations sont réalisées à l'interne.

Coût de l'entretien et de la mise à jour

Nul pour 2013-2014. L'entretien est réalisé à l'interne.

Par contre, un montant total de 180 \$ a été versé à un fournisseur privé pour l'année financière 2013-2014 pour l'analyse statistique de l'achalandage du mois de mars 2013.

Responsable du contenu du site

Les contenus des pages et des documents du site sont sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine.

Fréquence moyenne de mise à jour

La fréquence des mises à jour est hebdomadaire.

Combien de fois le site a-t-il été refait?

Créé par le ministère du Conseil exécutif, le site a été refait en 2007 par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine.

Site agressions sexuelles

(www.agressionssexuelles.gouv.qc.ca/)

Le site a été créé en 2009 dans le cadre des campagnes de sensibilisation contre les agressions sexuelles.

<p>Nom de la ou des personnes qui ont conçu le site actuel Le site a été développé par Cossette Communication.</p>
<p>Coût de construction du site actuel Aucun coût en 2013-2014.</p>
<p>Coût de l’entretien et de la mise à jour Nul.</p>
<p>Responsable du contenu du site Les contenus des pages et des documents du site sont sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine.</p>
<p>Fréquence moyenne de mise à jour Les mises à jour sont réalisées ponctuellement.</p>
<p>Combien de fois le site a-t-il été refait? Il s’agit de la première version du site Internet.</p>
<p><u>Site Je signe en ligne</u> (www.jesigneenligne.com/)</p> <p>Le site a été créé en 2010 pour la promotion de la Charte pour une image corporelle saine et diversifiée.</p>
<p>Nom de la ou des personnes qui ont conçu le site actuel Le site a été développé par Cossette Communication.</p>
<p>Coût de construction du site actuel Nul pour 2013-2014. Les améliorations sont réalisées à l’interne.</p>
<p>Coût de l’entretien et de la mise à jour Gestion des noms de domaine ; 325,00 \$</p>
<p>Responsable du contenu du site Les contenus des pages et des documents du site sont sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine.</p>
<p>Fréquence moyenne de mise à jour Les mises à jour sont réalisées ponctuellement.</p>
<p>Combien de fois le site a-t-il été refait? Il s’agit de la première version du site Internet.</p>
<p><u>Site Violence conjugale</u> (www.violenceconjugale.gouv.qc.ca/)</p> <p>Le site a été créé en 2008 dans le cadre des campagnes de sensibilisation à la violence conjugale.</p>
<p>Nom de la ou des personnes qui ont conçu le site actuel Le site a été développé par Cossette Communication.</p>
<p>Coût de construction du site actuel Nul pour 2013-2014. Les améliorations sont réalisées à l’interne.</p>
<p>Coût de l’entretien et de la mise à jour Nul pour 2013-2014. L’entretien est réalisé à l’interne.</p>

Responsable du contenu du site Les contenus des pages et des documents du site sont sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine.
Fréquence moyenne de mise à jour Les mises à jour sont réalisées ponctuellement.
Combien de fois le site a-t-il été refait? Il s'agit de la première version du site Internet. Des modifications ont été apportées en 2009 dans le cadre des campagnes de sensibilisation à la violence conjugale.

SOURCE : **Secrétariat à la condition féminine**
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : **6 juin 2014**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-27

Titre :

Nomination, depuis le 1^{er} avril 2013, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) les mandats;
- c) les contrats octroyés pour chaque mandat;
- d) le résultat du travail effectué;
- e) les échéances prévues;
- f) les sommes impliquées.

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas eu de nomination au Secrétariat à la condition féminine depuis le 1^{er} avril 2013, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION : DGARF-DBCPI
DATE : 4 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-28

Titre :

Pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Exposé et statistiques :

Ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 6 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-29

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

Exposé et statistiques :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2013-2014 des ministères et organismes gouvernementaux.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 4 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-30

Titre :

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Exposé et statistiques :

Veuillez référer aux réponses des questions 1 et 2 des renseignements généraux.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 6 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-31

Titre :

La liste des ententes et leur nature, signées en 2013-2014 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Exposé et statistiques

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 4 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-32

Titre :

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2013-2014 et les prévisions pour 2013-2014.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 4 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-33

Titre :

Tel que le mentionne la politique de financement des services publics, l’inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2014-2015.

Exposé et statistiques :

L’information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2013-2014 des ministères et organismes gouvernementaux.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 4 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-34

Titre :
Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2013-2014 et les prévisions 2014-2015.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 4 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-35

Titre :
Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2012-2013 et en 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Le Secrétariat à la condition féminine n'a reçu aucune somme du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

SOURCE : **Secrétariat à la condition féminine**
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : **4 juin 2014**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-36

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Un montant de 3758,56 \$ a été versé à titre de prime au rendement et de boni pour l'exercice 2013-2014.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION : DBGAPI
DATE : 6 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-37

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.

Exposé et statistiques :

Aucune prime de départ n'a été versée par le Secrétariat à la condition féminine en 2013-2014.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION : DGARF-DBCAP
DATE : 4 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-38

Titre :

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2013-2014 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : **Secrétariat à la condition féminine**
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : **3 juin 2014**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-39

Titre :

Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâches ne leur soit assignée ?

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
- b) fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

Exposé et statistiques :

Aucun cadre, dirigeant de la fonction publique incluant les sous-ministres, n'a reçu un salaire du Secrétariat à la condition féminine sans qu'une fonction ou tâche ne leur soit assignée.

SOURCE : **Secrétariat à la condition féminine**
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : **6 juin 2014**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-40

Titre :

Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement ?

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
- b) fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

Exposé et statistiques :

Aucun cadre, dirigeant de la fonction publique incluant les sous-ministres, n'a été déplacé de ses fonctions à la suite du changement de gouvernement.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 6 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-41

Titre :

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Exposé et statistiques :

Aucun comité n'a été formé par le Conseil exécutif.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 4 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-42

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant:

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Exposé et statistiques :

Aucun contrat octroyé pendant l'année financière 2013-2014 n'a fait l'objet d'une autorisation en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 6 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-43

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 4 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-44

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Veillez référer aux réponses des questions 15c et 15f des renseignements généraux.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 4 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-45

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2005 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information est présentée en annexe.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 4 juin 2014

RG-45 - Annexe 1

Ententes signées avec les conférences régionales des élus dans le cadre du programme de soutien financier à des initiatives de partenariat « Égalité entre les femmes et les hommes »
Secrétariat à la condition féminine
2013 - 2014

Type d'entente Note	Client-partenaire	Objet	Versé (\$) 2013-2014
Entente spécifique	Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes.	46 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus du Saguenay–Lac-Saint-Jean	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes.	74 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes.	80 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus de la Mauricie	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes.	62 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus de l'Estrie	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes.	42 000
Entente administrative	Conférence régionale des élus de Montréal	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes.	143 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus de l'Outaouais	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes.	68 000
Entente administrative	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes.	54 000
Entente administrative	Conférence régionale des élus de la Côte-Nord	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes.	61 000
Entente administrative	Administration régionale Crie	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes.	22 000
Entente administrative	Administration régionale Kativik	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes.	55 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus de la Baie-James	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes.	56 000
Entente administrative	Conférence régionale des élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes.	39 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus de Chaudière-Appalaches	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes.	49 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus de Laval	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes.	37 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus de Lanaudière	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes.	53 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus des Laurentides	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes.	70 000
Entente administrative	Conférence régionale des élus de Longueuil	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes.	38 000

RG-45 - Annexe 1

Ententes signées avec les conférences régionales des élus dans le cadre du programme de soutien financier à des initiatives de partenariat « Égalité entre les femmes et les hommes »

Secrétariat à la condition féminine

2013 - 2014

Type d'entente Note	Client-partenaire	Objet	Versé (\$) 2013-2014
Entente spécifique	Conférence régionale des élus Montérégie Est	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes.	64 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes.	50 000
Entente spécifique	Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec	Réaliser des projets et des initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région, en lien avec les orientations de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les sexes.	37 000

Note : Depuis 2004, trois enveloppes budgétaires ont été allouées : une pour des ententes triennales 2007-2010, une pour des ententes annuelles 2010-2011 et une pour des ententes quadriennales 2011-2015.

Sous-total des ententes en condition féminine	1 200 000
---	-----------